

ACTION URGENTE

MOZAMBIQUE. DES JOURNALISTES ET DES MILITANTS MENACÉS

Des militants de la société civile et des journalistes locaux reçoivent des menaces de mort ainsi que des appels et messages d'intimidation envoyés de manière anonyme depuis le 10 octobre. Cela a commencé après leur participation à la surveillance des bureaux de vote et à la publication en direct des résultats des élections municipales dans les villes de Nacala-Porto et de Nampula (province de Nampula, nord du Mozambique).

Antônio Lourenço Mutoua, défenseur des droits humains et directeur exécutif de l'organisation Solidariedade Moçambique, **Júlio Paulino**, chargé de l'image et de la communication à Solidariedade Moçambique, **Arlindo César Severiano Chissale**, journaliste indépendant, **Aunício da Silva**, rédacteur en chef d'un journal, **deux journalistes** qui préfèrent rester anonymes pour des raisons de sécurité, et deux prêtres, **Benvindo Tapua** et **Cantífulas de Castro**, respectivement directeur et directeur adjoint de Radio Encontro, ont reçu des menaces de mort, des appels téléphoniques et d'autres messages d'intimidation envoyés de manière anonyme en raison des activités qu'ils ont menées à l'occasion des élections municipales. Les menaces ont commencé après les élections municipales qui ont eu lieu dans la province de Nampula le 10 octobre et la publication des résultats des élections le 12 octobre.

Les destinataires des appels et messages d'intimidation ont notamment été invités à « faire attention » parce que « leurs jours étaient comptés » et menacés de « disparaître sans laisser de traces ». Dans les messages, ils étaient accusés d'avoir contribué à la défaite du Front de libération du Mozambique (FRELIMO), le parti au pouvoir, en faisant en sorte que des personnes surveillent les bureaux de vote et publient les résultats du scrutin en direct depuis ces bureaux.

Ces journalistes et militants de la société civile ont participé à la couverture et à la surveillance des élections municipales.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en portugais, en anglais ou dans votre propre langue) :

- demandez instamment aux autorités de prendre immédiatement des mesures pour mettre fin aux menaces de mort et tentatives d'intimidation que ces journalistes et militants de la société civile continuent à subir et pour assurer leur sécurité et leur protection ainsi que celles de leur famille, en consultation avec ces personnes ;
- appelez les autorités à ordonner une enquête approfondie, impartiale, indépendante et efficace sur les menaces de mort et tentatives d'intimidation visant ces personnes et à traduire en justice les auteurs présumés de ces agissements dans le cadre de procédures conformes aux normes internationales d'équité des procès ;
- engagez les autorités à créer un environnement sûr et propice dans lequel les journalistes, les autres professionnels des médias et les défenseurs des droits humains pourront mener leurs activités librement et sans crainte de représailles.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 30 NOVEMBRE 2018 À :

Ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles et religieuses

Joaquim Veríssimo
Av. Julius Nyerere 33
Maputo, Mozambique
Fax : +258-21-494264

Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Ministre,

Procureure générale

Beatriz Buchili
Av. Vladimir Lenine, 121
Maputo, Mozambique
Fax : +258 82 3161 920

Formule d'appel : Dear Public
Prosecutor, / Madame la Procureure
générale,

Copies à :

Président de la Commission nationale des droits humains (CNDH) :

Luís Bitone
Av. Fernão de Magalhães, 63
1st floor

Maputo, Mozambique
Courriel : lbitnahe@gmail.com

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Mozambique dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

MOZAMBIQUE. DES JOURNALISTES ET DES MILITANTS MENACÉS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Ces quatre dernières années, des journalistes, des personnes critiques à l'égard des autorités et des voix dissidentes ont été la cible de tentatives d'intimidation, de harcèlement, d'actes de torture et de disparitions forcées. La plupart des attaques à leur encontre sont demeurées impunies. À ce jour, les autorités n'ont toujours pas mené d'enquête en bonne et due forme sur ces menaces et attaques, et personne n'a eu à en répondre.

Antônio Lourenço Mutoua, défenseur des droits humains et directeur exécutif de Solidariedade Moçambique, une organisation nationale de défense des droits humains, reçoit régulièrement des menaces de mort contre lui et sa famille depuis le 11 octobre, raison pour laquelle il est entré dans la clandestinité. Un des derniers messages anonymes qu'il a reçus disait que ses enfants seraient kidnappés s'il n'en sortait pas. Solidariedade Moçambique soutient le travail des radios locales, dont Radio Encontro, et a également participé à la couverture en direct des élections municipales.

Les prêtres **Benvindo Tapua** et **Cantífulas de Castro**, directeur et directeur adjoint de Radio Encontro, reçoivent des menaces de mort depuis le 12 octobre. Radio Encontro a couvert en direct les élections municipales, et ses observateurs électoraux ont suivi le déroulement du scrutin dans les bureaux de vote et partagé publiquement des informations à ce sujet.

Deux journalistes qui préfèrent rester anonymes, à Nacala-Porto (province de Nampula), ont également reçu des menaces de mort et des appels téléphoniques anonymes visant à les intimider après la publication des résultats partiels des élections municipales du 12 octobre. Le 15 octobre, ils ont porté plainte au poste de police local, mais aucune mesure n'a été prise pour assurer leur protection et enquêter sur ces menaces.

Arlindo César Severiano Chissale, un journaliste indépendant de la ville de Nacala-Porto (province de Nampula), a reçu des messages d'intimidation le 13 octobre, après avoir publié un article sur les élections municipales dans le journal électronique local, *Pinnacle News*.

Aunício da Silva, rédacteur en chef de l'hebdomadaire local *Ikweli*, a reçu des menaces de mort après avoir participé à la couverture de la publication des résultats partiels des municipales.

Noms : Antônio Lourenço Mutoua, Arlindo César Severiano Chissale, Aunício da Silva, deux journalistes, Benvindo Tapua, Cantífulas de Castro et Júlio Paulino

Hommes

AU 186/18, AFR 41/9263/2018, 19 octobre 2018